

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DU**

**10 JUILLET 2015**

**OBJET : Modification de la délibération n° 47-2013 du conseil d'administration du 24 mai 2013 relative aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire.**

**DOSSIER SUIVI PAR**

**(Nom – Prénom) : LESCOAT Nathalie**

**(Service ou composante) : Service des affaires statutaires et juridiques**

**EXPOSE DES MOTIFS :**

Pour être opposables aux tiers, un acte à caractère réglementaire (acte à caractère général et impersonnel) doit faire l'objet de mesures de publicité et plus précisément d'une publication.

La publication a pour objet de le porter à la connaissance des tiers et de ce fait d'ouvrir les délais de recours contentieux ; sachant le délai de droit commun de recours contentieux est de deux mois à compter de la publication de l'acte.

Jusqu'en mai 2013, la publication des actes (délibérations du conseil d'administration et arrêtés du Président) se faisait par insertion des actes dans le recueil des actes administratifs disponible à la Direction générale des services et parfois par affichage sur les tableaux prévus à cet effet au sein de l'établissement mais pas de manière systématique pour tous les actes.

Ce mode de publication n'était pas suffisant notamment à l'égard des tiers qui auraient pu être éventuellement recevables à attaquer un acte au-delà des délais de recours contentieux en arguant du fait que les modalités de publicité choisies n'étaient pas suffisantes et qu'ils n'avaient pas eu connaissance de l'acte en question pour pouvoir l'attaquer dans les délais.

Il y avait donc un risque juridique pour l'établissement dans la mesure où certains actes pouvaient ne jamais devenir définitifs et être attaquables à tout moment.

Le conseil d'administration a donc approuvé en mai 2013 une proposition de publication des actes à caractère réglementaires sur internet. Cette nouvelle modalité de publication a permis une large publicité vers le plus grand nombre.

Depuis la loi ESR de 2013, la Commission de la recherche, la Commission de la formation et de la vie universitaire et de manière plus limitée le Conseil académique plénier disposent de compétences délibératives et donc peuvent être amenés à prendre des actes à caractère réglementaire. Il convient donc d'étendre le champ de la délibération précitée au CAC plénier et à chacune de ses deux commissions.

Par ailleurs, il est apparu que la publication sur internet de l'intégralité des délibérations c'est-à-dire avec les documents de travail n'était pas toujours souhaitable. Il est donc proposé au conseil d'administration d'approuver le principe d'une publication par extraits. L'intégralité de la délibération pouvant toujours être consultée dans les différents registres de l'établissement.

Les lieux de consultation des registres et notamment ceux du CAC et de ses deux commissions sont précisés.

**PROJET DE DÉLIBÉRATION :**

**Le conseil d'administration approuve la modification de délibération n° 47-2013 du conseil d'administration du 24 mai 2013 relative aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire.**

**AVIS DES CONSEILS (CEVU, CS, CTP...)**